

INTERVENTION 10 DÉCEMBRE 2014

## SUJET : DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE

« Je commencerai mon propos par le rappel d'un épisode assez désagréable et qui s'est produit lors des séances publiques de septembre dernier. Nous défendions l'idée de l'instauration d'un amendement budgétaire quand Mr Jacques Rit, sans doute en service commandé pour nous répondre, nous a soupçonnés d'autisme. Au départ, le fait semble anodin. Mais si l'on y réfléchit bien, cela implique que tous ceux qui sont en désaccord politique avec lui sont de potentiels malades mentaux. Mr Rit, qui est docteur en médecine, confond la Minorité avec la patientèle d'un service psychiatrique ! Cela pourrait être drôle mais c'est quand même une curieuse idée de la démocratie et de la liberté d'expression que d'assimiler un contradicteur à un malade mental, en séance publique je le rappelle.

Si moi je suis autiste, je crains que de votre côté vous soyez frappé d'amnésie puisque lors de la législature 2002/2008, n'étiez-vous pas l'ardent défenseur du « Contrat d'Objectif » qui impliquait une modification radicale de nos institutions et à tout le moins sans comparaison avec une extension du pouvoir d'amendement au budget qui n'est, selon moi, qu'une évolution logique des choses. Aussi je vous pose la question : aujourd'hui, qui est Président de Commission ? Celui qui défendait sincèrement de vraies idées révolutionnaires il y a quelques années ou celui qui aujourd'hui a tout oublié ? Les monégasques seraient sans doute heureux de connaître la réponse. Et puis, toujours en séance publique, était-ce à l'élu indépendant que vous êtes (je le suis également) de se charger d'exécuter en public Mr Allavena coupable d'avoir simplement fait preuve d'honnêteté intellectuelle ? Décidément, avec vous, la police de la pensée a la matraque facile ! Quant à l'autiste que je suis, il ne vous demande ni excuse ni regrets : je vous exprime simplement mes remerciements, au nom de la Minorité, pour m'avoir donné l'occasion de remettre certaines pendules à l'heure. Je crois qu'il était temps de le faire pour que nos compatriotes et aussi certains de mes collègues saisissent bien qu'il ne suffit pas d'employer un ton docte pour avoir raison et que...quand on me cherche, on me trouve !

On me trouvera bien évidemment aussi extrêmement attentif, en tant que Président de la Commission Environnement et Cadre de Vie, quant au devenir de notre Usine d'Incinération. Une dernière séance privée, pour laquelle je souhaite remercier Madame Gramaglia, nous a apporté certains éléments extrêmement nouveaux et notamment la possibilité réelle d'enfouir sous terre cette nouvelle usine de traitement des déchets. Ainsi, et c'était une des demandes principales de notre groupe Union Monégasque, nous pourrions quand même bénéficier d'un nombre de mètres carrés non négligeables pour des surfaces de bureau indispensables au développement de notre Pays. Je dis bravo, mais j'attends avec impatience l'appel d'offres que je ne souhaite pas si contraignant qu'il nous oblige à faire exactement la même chose (l'incinération) au même endroit. J'ajoute qu'à titre personnel, je ne suis toujours pas convaincu de l'utilité de maintenir un incinérateur en centre-ville, et j'envoie les Cassandre de notre fameuse indépendance à la lecture des nombreux rapports économique dont nous disposons où ils



pourront constater que nous ne sommes indépendants en rien, ni pour l'eau , ni pour l'électricité et ni pour la force de travail indispensable qui vient des Pays voisins...sur ce sujet comme sur celui qui va suivre, il faut arrêter d'asséner des contre-vérités !

Je disais tout à l'heure, remettre les pendules à l'heure, la transition est heureuse, car c'est ce qu'a brillamment fait le Prince dans son interview du 19 novembre dernier, notamment sur l'Europe. Les choses sont désormais très claires : un monégasque sera à la tête de la future négociation, épaulé comme il se doit par le Ministre d'État et le Gouvernement dont l'expertise en la matière est essentielle. Le Conseil National devra être très régulièrement informé de l'avancement des travaux. Le Souverain a également fustigé sans appel la stratégie de ceux qui utilisent ce dossier pour faire peur à nos compatriotes. Il a même utilisé le qualificatif d'hallucinant ! Il a ainsi très clairement demandé que cessent des pratiques commencées dès la campagne électorale et qui consistaient à faire de Monaco une citadelle assiégée menacée par le rouleau compresseur européen. En creux, il a souhaité que ceux qui s'expriment en public, dans cette enceinte ou en dehors du Pays, le fassent avec un vrai sens des responsabilités et certainement pas en poursuivant une chimérique aventure personnelle. Certes, la partie ne sera pas facile et nécessitera que le Gouvernement s'entoure de nombreux experts pour mener la négociation et préserver nos spécificités. Ceci devra se faire dans une atmosphère constructive et responsable. Nous avons sans doute pris du retard et dépensé mal notre argent dans certaines campagnes médiatiques aussi coûteuses qu'inutiles. Je l'ai clairement dénoncé en séance privée. Aujourd'hui, il n'est pas trop tard mais il est grand temps. Oublions les attitudes négatives et anxieuses d'hier et prenons tous ensemble, mes chers collègues, mes chers compatriotes, avec confiance et discernement, la voie clairement ouverte par notre Souverain.

Je vous remercie pour votre attention. »

Jean-Louis Grinda